



les racines d'un événement actuellement médiatique et à la une des j.t.

les suites d'un événement anciennement médiatique et à la une des j.t.

PAR ..... JEAN-BAPTISTE MARTY

PAR ..... ANTOINE LONG

À  
ceux  
qui veulent  
devenir président de  
la République ou qui viennent  
de se faire élire, un voyage en Afrique  
permet d'afficher sa politique africaine, élément  
majeur de la politique étrangère conduite par la France.

Que retiendrons-nous de la présidence de Jacques  
Chirac à Paris ? Le musée des Arts premiers ?  
Trop modeste. Le stade de France ? Trop  
lointain. Le plus important chantier  
chiracien ne se voit guère :  
c'est du désamiantage  
de Jussieu qu'il  
s'agit.

## PRÉSIDENTS EN VOYAGE

## L'AMIANTE À JUSSIEU

**18 AVRIL 1960** — Le général de Gaulle effectue son premier voyage hors d'Europe de président de la République aux États-Unis, au Canada, en Guyane et aux Antilles.

**23 FÉVRIER 1970** — Georges Pompidou, élu en juin 1969, effectue son premier voyage hors d'Europe aux États-Unis.

**10 AVRIL 1975** — Valéry Giscard d'Estaing effectue son premier voyage hors d'Europe en Algérie. Il s'agit de la première visite d'un président de la République Française depuis l'indépendance en 1962.

**19 JUILLET 1981** — François Mitterrand effectue son premier déplacement présidentiel hors d'Europe pour se rendre au sommet du G7 à Ottawa. Il ne se rend en Afrique qu'en mai 1982, après être allé en Israël et aux États-Unis.

**16 JUILLET 1995** — Jacques Chirac fait son premier voyage de président de la République hors d'Europe en Afrique. Il se rend au Maroc, puis au Gabon et au Sénégal où il demande aux pays industrialisés «*de ne pas rester indifférents*» à la misère d'un continent qui se prend lui-même en main par «*d'ambitieux et rigoureux programmes économiques et financiers*».

**18 MAI 2006** — Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, se fait chahuter lors de son troisième voyage en Afrique, alors qu'il cherchait, au Mali et au Bénin, à «*déminer*» le terrain et à «*ouvrir un vrai dialogue*» après le vote d'une nouvelle loi sur l'immigration, rendant encore plus difficiles les conditions d'entrée et de séjour en France.

**23 AOÛT 2006** — Laurent Fabius annonce que son premier voyage en tant que président de la République, s'il est élu, sera en Afrique «*afin de bien marquer la priorité à la solidarité internationale*».

**23 SEPTEMBRE 2006** — Nicolas Sarkozy décide au dernier moment de se rendre au Sénégal, où Ségolène Royal avait annoncé qu'elle irait le 25, afin de signer un accord sur l'immigration avec son homologue sénégalais.

**16 AVRIL 2007** — Lors d'un entretien dans le journal de TF1, Nicolas Sarkozy annonce que son premier voyage hors d'Europe sera pour l'Afrique. Il indique qu'il aura un message clair: «*Il y a 450 millions de jeunes Africains qui ont moins de 17 ans. Il faut créer les conditions de développement de l'Afrique parce que ces 450 millions de jeunes Africains ne peuvent pas espérer du travail, un emploi chez nous.*»

**1<sup>ER</sup> JUIN 2007** — Nicolas Sarkozy a appelé Bono, le leader du groupe U2, avec lequel il a évoqué la question du développement de l'Afrique à l'approche du G8, et dont il explique partager le combat.

**JUILLET 2007** — Avant un déplacement aux États-Unis, Nicolas Sarkozy devrait normalement se rendre en Afrique.

Nous sommes le 14 juillet 1996. Patrick Poivre d'Arvor et Alain Duhamel interrogent le président de la République sur le pessimisme des Français, les affaires politico-financières qui continuent à éclater, les projets de baisse d'impôts, la réforme de l'enseignement supérieur, la parité. Et puis, au détour d'une question, Alain Duhamel veut tendre une perche sympathique à Jacques Chirac, en évoquant la vache folle et l'amiante. Que fera le gouvernement à Jussieu? «*Avant la fin de l'année il n'y aura plus d'étudiants à Jussieu parce qu'il y a un risque. Cela implique un coût, mais ce sont des coûts qu'il est nécessaire d'assumer. J'aurais dit la même chose avec le problème de l'encéphalite bovine.*» Les deux journalistes ne relèvent pas la phrase du président, mais la chose est dite, et les ministres vont devoir suivre: la parole d'un président, ça engage.

Rien pourtant ne laissait présager cette issue. Le 12 juillet, le Rectorat de Paris n'annonçait en effet qu'une timide première tranche de travaux, à commencer en mars 1997, pour un montant de 25 millions de francs. Pas assez satisfaisant pour les étudiants ou pour les enseignants dont certains s'étaient regroupés au sein du Comité Antiamiante de Jussieu. Depuis le début des années 1990, cette association cherchait, avec plus ou moins de succès, à sensibiliser les journalistes aux enjeux du désamiantage à Jussieu mais, hormis quelques manifestations publiques, elle n'avait aucun moyen de pression.

Pourquoi le président avait-il donné une réponse si précise, face à un problème encore mal évalué? Cette question dut traverser l'esprit de François Bayrou, alors ministre de l'Éducation nationale. Ce fut lui qui eut à assurer le service après-vente du discours présidentiel. Le 15 juillet, il fut obligé de créer une «*Mission Jussieu*» pour préparer le calendrier des travaux, alors que les polémiques naissaient sur l'inanité de la proposition présidentielle. Le 3 octobre, un plan était présenté: le premier d'une longue liste. En février 2005, la Cour des Comptes dressait un bilan intermédiaire de cette opération, réalisée sans étude préalable, sans programmation d'ensemble et sans véritable engagement ministériel. En 2003, le coût du désamiantage était évalué à 800 millions d'euros et celui de relogement des étudiants à 300 millions. Depuis, le chantier et les imbroglios continuent. Au mieux, le désamiantage du site (qui se fait tranche par tranche) sera terminé en 2010. Et, début 2007, une proche de Jacques Chirac a été nommée à la tête de l'établissement public chargé du désamiantage, ce qui a provoqué de nombreux remous au sein de son équipe.